

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 557

1er MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant modification de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes,
modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1970, du 14 février 1974 et du 17 juin 1981

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 1er août 1899 portant sur la police de roulage, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1970, du 14 février 1974 et du 17 juin 1981;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence spécialement motivée découlant des circonstances évoquées ci-après;

Considérant qu'il est indiqué d'aviser, avant que la nouvelle saison ne commence, les concurrents et les organisateurs des nouvelles dispositions à observer;

Considérant que la saison cycliste commence le 1er mars 1984;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif, en date du 28 février 1984,

Arrêtons :

Article 1er. Le chapitre III. Conditions relatives aux concurrents, articles 10 jusque 13 inclus, de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 1970, du 14 février 1974 et du 17 juin 1981, est abrogé dans la Communauté française et remplacé par les dispositions suivantes :

• CHAPITRE III. — Conditions relatives aux concurrents

Art. 10. § 1er. Les jeunes n'ayant pas 15 ans révolus ne peuvent pas participer à des courses cyclistes.

§ 2. Les jeunes âgés de 15 ans au moins ne peuvent participer à des courses cyclistes que s'ils ont l'autorisation écrite de leurs représentants et se conforment aux règles prévues par le présent arrêté.

Art. 11. § 1er. Les garçons âgés de 15 et de 16 ans ne peuvent participer à des courses dont la distance dépasse 70 km. Pour les championnats nationaux, la distance peut être portée à 80 km.

Les garçons âgés de 17 et de 18 ans ne peuvent participer à des courses dont la distance dépasse 120 km. Pour les championnats nationaux, la distance peut être portée à 130 km.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les garçons âgés respectivement de 16 et de 18 ans peuvent être classés dans la catégorie supérieure par la fédération sportive agréée concernée, à condition qu'ils soient déclarés aptes par leur médecin de contrôle agréé. Celui-ci en fait mention dans le carnet de course. Aussi longtemps que cette mention n'y figure pas, le jeune ne peut pas prendre part à une course de la catégorie supérieure.

§ 3. Les filles âgées de 15 et de 16 ans ne peuvent participer à des courses dont la distance dépasse 45 km.

Les filles âgées de 17 et de 18 ans ne peuvent participer à des courses dont la distance dépasse 65 km.

Art. 12. § 1er. Les garçons âgés de 15, de 16 et de 17 ans, ne peuvent participer qu'à une course par période de deux jours consécutifs avec un maximum de deux courses par semaine.

Les garçons âgés de 18 et de 19 ans ne peuvent participer qu'à deux courses par période de deux jours consécutifs avec un maximum de deux courses par semaine. A condition d'être

déclarés aptes par leur médecin de contrôle agréé, ils peuvent demander à la fédération sportive agréée concernée l'autorisation de participer à une troisième course par semaine, respectant toutefois au moins un jour de repos, après ou avant la course précédente ou celle qui suit.

Les garçons âgés de 19 ans peuvent participer au maximum à trois compétitions à étapes par saison; ils sont tenus de respecter un jour de repos avant de pouvoir participer à une nouvelle course.

§ 2. Les filles âgées de moins de 19 ans ne peuvent pas participer à plus d'une course par semaine. Elles doivent respecter au moins un jour de repos complet entre chaque course.

§ 3. Lorsqu'un jeune abandonne la course, il est considéré, pour l'application de cet article, comme ayant participé à la course.

§ 4. Par semaine, il est entendu la période de sept jours commençant le dimanche matin et prenant fin le samedi soir.

Art. 13. § 1er. Dans les courses, les jeunes âgés de 15 et de 16 ans ne peuvent pas se servir de bicyclettes dont le dérailleur permet de couvrir une distance de plus de 6,67 m par rotation complète du pédalier.

Les jeunes âgés de 17 et de 18 ans ne peuvent pas se servir de bicyclettes dont le dérailleur permet de couvrir une distance de plus de 7,40 m par rotation complète du pédalier.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les garçons âgés de 16 et de 18 ans, classés dans la catégorie supérieure en vertu de l'article 11, § 2 du présent arrêté, peuvent se servir de bicyclettes à dérailleur dont l'usage est autorisé dans cette catégorie.

Art. 13bis. Peuvent uniquement être agréés en tant que médecins de contrôle, les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, porteurs du diplôme de licencié en éducation physique ou de licencié spécial en médecine sportive, ou de l'attestation spéciale en éducation physique et médecine sportive ou de l'attestation d'enseignement complémentaire en médecine sportive.

Ils sont agréés, à leur demande, par le Ministre de la Communauté française ayant la politique de santé dans ses attributions, pour une période renouvelable ne dépassant pas deux ans.

Les médecins agréés en qualité de médecin de contrôle au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont dispensés des conditions spéciales de diplôme précitées.

Art. 13ter. Un jeune qui participe à une course doit être en possession d'un carnet de course valide, dont le modèle est arrêté par le Ministre de la Santé de la Communauté française, lequel en assure la délivrance.

Les personnes désignées par le Ministre de la Santé de la Communauté française y inscrivent avant le départ, le lieu, la date et la distance des courses auxquelles le jeune participe. Ils y apposent leur cachet et/ou leur signature.

Un jeune n'appartenant pas à la Communauté française, est autorisé à prendre part aux courses, à condition qu'il soit en mesure de produire des documents attestant qu'il satisfait aux conditions d'aptitude médicale et éventuellement de licence, prévues dans son pays ou sa Communauté, et ce sans préjudice de l'application des dispositions du présent arrêté concernant l'âge, les distances autorisées selon les catégories, le nombre de courses et les caractéristiques du dérailleur.

Art. 13quater. Les concurrents des courses cyclistes doivent porter un casque.

Le casque peut être constitué de branches, à condition que celles-ci soient rembourrées, que leur diamètre soit d'au moins 25 mm et qu'elles ne présentent pas un écartement supérieur à 45 mm.

Tout casque doit être muni d'une jugulaire en cuir, comportant de chaque côté une double branche la reliant au casque et

prenant corps sous l'oreille pour l'entourer complètement. Cette jugulaire doit rester bouclée fermement durant toute la com-
pétition. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1984.

Art. 3. Le Ministre de la Communauté française ayant la poli-
tique de santé dans ses attributions, est chargé de l'exécution du
présent arrêté.

Bruxelles, le 1er mars 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
PH. MOUREAUX

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
R. URBAIN

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 557

1 MAART 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1970, 14 februari 1974 en 17 juni 1981

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 augustus 1899 op de politie van het vervoer, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1970, 14 februari 1974 en 17 juni 1981;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 13 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid bijzonder gemotiveerd door de hierna vermelde omstandigheden;

Overwegende dat het geboden is vóór het begin van het nieuwe wielerseizoen de deelnemers aan en de organisatoren van wielervedstrijden in kennis te stellen van de nieuwe bepalingen die moeten worden nageleefd;

Overwegende dat het wielerseizoen een aanvang neemt op 1 maart 1984;

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 28 augustus 1984,

Besluiten :

Artikel 1. Het hoofdstuk III. Voorwaarden betreffende de deelnemers, artikelen 10 tot en met 13 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1970, 14 februari 1974 en 17 juni 1981, wordt in de Franse Gemeenschap opgeheven en vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — Voorwaarden betreffende de deelnemers

Art. 10. § 1. Jongeren, die geen volle 15 jaar oud zijn, mogen niet deelnemen aan wielervedstrijden.

§ 2. Jongeren die minstens 15 jaar oud zijn mogen slechts deelnemen aan wielervedstrijden indien zij daartoe schriftelijk gemachtigd zijn door hun vertegenwoordigers en zich gedragen naar de regels bepaald in onderhavig besluit.

Art. 11. § 1. Jongens van 15 en 16 jaar mogen niet deelnemen aan wedstrijden waarvan de afstand meer dan 70 km bedraagt. Voor nationale kampioenschappen mag de afstand evenwel 80 km bedragen.

Jongens van 17 en 18 jaar mogen niet deelnemen aan wedstrijden waarvan de afstand meer dan 120 km bedraagt. Voor nationale kampioenschappen mag de afstand evenwel 130 km bedragen.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in § 1 mogen jongens van respectievelijk 16 jaar en 18 jaar in de onmiddellijke hogere afstandsklasse worden ingedeeld door de betrokken erkende sportbond, op voorwaarde dat zij daartoe geschikt worden bevonden door hun erkende begeleidende arts. Deze laatste maakt hiervan melding in het wedstrijdboekje. Zolang deze vermelding niet is aangebracht in het wedstrijdboekje, mag de jongen (het meisje) niet deelnemen aan een wedstrijd in een hogere leeftijdsklasse.

§ 3. Meisjes van 15 en 16 jaar mogen niet deelnemen aan wedstrijden waarvan de afstand meer dan 45 km bedraagt.

Meisjes van 17 en 18 jaar mogen niet deelnemen aan wedstrijden waarvan de afstand meer dan 65 km bedraagt.

Art. 12. § 1. Jongens van 15, 16 en 17 jaar mogen slechts aan één wedstrijd per twee opeenvolgende dagen deelnemen met een maximum van twee wedstrijden per week.

Jongens van 18 en 19 jaar mogen slechts aan twee wedstrijden per twee opeenvolgende dagen deelnemen met een maximum van twee wedstrijden per week. Op voorwaarde dat zij daartoe geschikt worden bevonden door hun erkende begeleidende arts, mogen zij aan de betrokken erkende sportbond de toestemming vragen aan een derde wedstrijd per week deel te nemen, die wordt gehouden op een dag die niet bij de vorige of volgende wedstriiddag aansluit.

Jongens van 19 jaar mogen deelnemen aan maximum drie rittenwedstrijden per seizoen, ze dienen na afloop een rustdag in acht te nemen alvorens opnieuw aan een wedstrijd te mogen deelnemen.

§ 2. Meisjes beneden 19 jaar mogen niet deelnemen aan meer dan één wedstrijd per week. Tussen elke wedstrijd moet minstens één volledige rustdag in acht worden genomen.

§ 3. Als de jongen, het meisje, de wedstrijd niet uitrijdt, wordt hij of zij voor de toepassing van dit artikel geacht aan de wedstrijd te hebben deelgenomen.

§ 4. Onder week wordt verstaan de tijdspanne van zeven dagen, beginnend op zondagmorgen en eindigend op zaterdagavond.

Art. 13. § 1. Jongeren van 15 en 16 jaar mogen bij wedstrijden geen fietsen gebruiken waarvan het versnellingsapparaat een afstand van meer dan 6,67 m per volledige pedaalomwenteling mogelijk maakt.

Jongeren van 17 en 18 jaar mogen geen fietsen gebruiken waarvan het versnellingsapparaat een afstand van meer dan 7,40 m per volledige pedaalomwenteling mogelijk maakt.

§ 2. In afwijking van het bepaalde in § 1 mogen jongens van 16 en 18 jaar die krachtens artikel 11, § 2, van dit besluit in de hogere afstandsklasse zijn ingedeeld, gebruik maken van fietsen met een versnellingsapparaat dat in die klasse is toegestaan.

Art. 13bis. Als begeleidende arts worden alleen erkend de doctors in de genees-, heel- en verloskunde die tevens houder zijn van het diploma van licentiaat in de lichamelijke opvoeding of

van bijzonder licentiaal in de sportgeneeskunde of van het speciale getuigschrift in de lichamelijke opvoeding en de sportgeneeskunde of van het getuigschrift van aanvullend onderwijs in de sportgeneeskunde.

Zij worden erkend, op hun verzoek, door de Minister van de Franse Gemeenschap voor het Gezondheidsbeleid, voor een vernieuwbare periode die twee jaar niet overschrijdt.

De genezesheren, erkend als begeleidend arts op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, worden vrijgesteld van de voormelde bijzondere diplomaverenissen.

Art. 13ter. Een jongen (meisje) die (dat) aan een wedstrijd deelneemt dient in het bezit te zijn van een geldig wedstrijdboekje, waarvan het model vastgesteld is door de Minister voor Gezondheid van de Franse Gemeenschap die het boekje uitreikt.

De personen aangewezen door de Minister van de Franse Gemeenschap schrijven vóór het vertrek, de plaats, de datum en de afstand in van de wedstrijden waaraan de jongen (het meisje) deelneemt. Ze brengen er hun stempel of hun handtekening op aan.

Een jongen (meisje) die (dat) niet tot de Franse Gemeenschap behoort, mag deelnemen aan wedstrijden op voorwaarde dat hij of zij in het bezit is van de documenten die aantonen dat

volgaan is aan de voorwaarden gesteld in zijn of haar land of gemeenschap wat de medische geschiktheid en eventueel de licentie betreft, onverminderd de toepassing van de bepalingen van dit besluit betreffende de leeftijd, de afstanden toegestaan per klasse, het aantal wedstrijden en de kenmerken van het verstellingsapparaat.

Art. 13quater. De deelnemers aan wielervedstrijden moeten een helm dragen.

De helm mag samengesteld zijn uit ribben op voorwaarde dat deze opgevoeld zijn, ten minste 25 mm doorsnede hebben en onderling meer dan 45 mm van elkaar verwijderd zijn.

Iedere helm moet voorzien zijn van een lederen stormband die aan weerszijden uitloopt op een dubbele riem die hem aan de helm verbindt en die onder het oor begint en dit volledig omringt. Deze stormband moet gedurende de hele wedstrijd stevig vastgegespt blijven. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1984.

Art. 3. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,

PH. MOUREAUX

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 19 maart 1984 is Mevr. Binon, C., echtgenote Desutter, ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, benoemd tot vrederechter van het kanton Gosselies.

Bij koninklijk besluit van 13 maart 1984 zijn benoemd, voor een termijn van vijf jaar met ingang van 27 maart 1984, tot rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Doornik :

de heren :

Colmant, J., wonende te Doornik;
Mestdag, G., wonende te Doornik.

Bij koninklijke besluiten van 15 maart 1984 :

— is de vrijstelling als bedoeld in artikel 301 van het Gerechtelijk Wetboek, verleend aan de heer Dewilde, R., rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brugge.

— is er een einde gesteld aan de aanwijzing van de heer Caestecker, R., politie-commissaris te Brugge, om de procureur des Konings bij te staan in de uitoefening van zijn ambt bij de politierechtbank voor het gerechtelijk arrondissement Brugge.

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1983 is, met ingang van 1 april 1984, aan de heer H. Delisse, officier-eerstaanwezend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Namen, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

Hij mag zijn aanspraak op pensioen doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 19 mars 1984, Mme Binon, C., épouse Desutter, vice-président au tribunal de première instance de Charleroi, est nommée juge de paix du canton de Gosselies.

Par arrêté royal du 13 mars 1984, sont nommés, pour un terme de cinq ans prenant cours le 27 mars 1984, juge consulaire au tribunal de commerce de Tournai :

MM. :

Colmant, J., domicilié à Tournai;
Mestdag, G., domicilié à Tournai.

Par arrêtés royaux du 15 mars 1984 :

— la dispense prévue par l'article 301 du Code judiciaire est accordée à M. Dewilde, R., juge consulaire au tribunal de commerce de Bruges.

— il est mis fin à la désignation de M. Caestecker, R., commissaire de police à Bruges, pour assister le procureur du Roi dans l'exercice de ses fonctions près le tribunal de police, pour l'arrondissement judiciaire de Bruges.

Police judiciaire

Par arrêté royal du 27 octobre 1983, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1er avril 1984, à M. H. Delisse, officier-commissaire principal de première classe aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Namur.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.